

( N° 64 )

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1923.

**Proposition de loi modifiant la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables.**

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

### MESSURES.

Les soussignés ont l'honneur de déposer à nouveau sur le bureau de la Chambre la proposition de loi qu'ils ont introduite à la séance du 10 février 1921 portant modification de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables (n° 110).

Cette proposition a reçu en 1921 un accueil favorable dans toutes les Sections ; la Section centrale l'avait examinée, un rapporteur avait été désigné, mais la dissolution des Chambres étant survenue, cette proposition devint caduque.

Cette proposition apportait en ordre principal trois grandes modifications à la loi du 7 mai 1877. Elle classait les cours d'eau non navigables ni flottables en deux catégories, confiait exclusivement aux administrations communales l'entretien des travaux de curage et partageait les frais résultant du curage entre les riverains, l'État, la province et la commune.

Cette proposition de loi rencontra l'approbation du monde agricole ; elle fut discutée et examinée par un grand nombre de sociétés et fédérations de cultivateurs et de propriétaires. Plusieurs nous firent l'honneur de nous transmettre leurs observations.

C'est ce qui nous a amené à modifier en certains points et à compléter la proposition que nous avions introduite en 1921.

Nous maintenons comme dans notre premier projet le classement des cours d'eau en deux catégories (art. 2). Dans la première catégorie, nous avons admis outre les cours d'eau ayant une largeur légale de trois mètres, ceux dont le bassin hydrographique a une superficie de 2,000 hectares au moins.

Pratiquement donc, dans la généralité des cas, la loi sera applicable immédiatement après sa publication, sans susciter aucune difficulté ni nécessiter aucune dépense nouvelle aux administrations communales. L'atlas dressé en exécution

de la loi du 7 mai 1877, et qui se trouve dans toutes les maisons communales, renseigne exactement la largeur des cours d'eaux ; exceptionnellement, quand un cours d'eau évacuant les eaux d'un bassin hydrographique de 2,000 hectares au moins, n'aura pas la largeur de 3 mètres, et que des administrations communales ou des particuliers voudront le faire classer ou admettre dans la première catégorie, ils auront à faire dresser un nouvel état des lieux. Les cartes de l'état-major, publiées par l'institut cartographique, leur seront à cet effet d'une grande utilité.

L'exécution des travaux de curage des cours d'eau de la première catégorie est maintenue, comme dans notre premier projet, aux administrations communales (art. 3), mais à la demande de la grande majorité des associations agricoles, nous autorisons les riverains, comme c'est le cas sous le régime actuel de la loi du 7 mai 1877, à curer eux-mêmes les cours d'eau de la seconde catégorie, sous la surveillance, à l'époque et durant un délai à fixer par les administrations communales. Ce délai écoulé, les administrations communales pourront faire procéder immédiatement d'office, au curage du cours d'eau en lieu et place et aux frais des riverains en défaut (art. 4 et 5).

Sous le régime de la loi du 7 mai 1877, les administrations communales doivent au préalable y être autorisées par la députation permanente. Autorisation qui le plus souvent ne leur parvient que fin septembre commencement d'octobre, à un moment où ces travaux de curage sont devenus impossibles ou inutiles. Impossibles à cause de l'inclémence de la température, ou de la trop grande quantité d'eau présente dans les cours d'eau ; inutiles, parce que le plus souvent les orages survenus pendant l'été seront venus niveler le fond des cours d'eau.

Mais par le fait de cette autorisation accordée aux riverains de procéder par eux-mêmes au curage des cours d'eau de la seconde catégorie, nous avons été amenés à modifier également la répartition des frais de curage de ces cours d'eau.

Les frais de curage des cours d'eau de la seconde catégorie sont donc maintenus, comme dans le régime actuel, à charge des riverains ; mais comme dans notre premier projet ces frais sont répartis, pour les cours d'eau de la première catégorie, entre l'État, la province, la commune et les riverains.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation est différente encore de notre proposition antérieure, en ce qu'elle est plus étendue. C'est une proposition complète, tandis que notre premier projet n'apportait des modifications qu'à certains articles de la loi du 7 mai 1877.

Notre projet actuel étend l'application des dispositions de la loi à toute voie d'écoulement, à ciel ouvert et non navigable, existante ou à créer (art. 1<sup>er</sup>) et prévoit le cas d'ouverture de nouveaux cours d'eau (art. 6).

Cette mesure est réclamée par un grand nombre de propriétaires et de cultivateurs.

Enfin, notre nouveau projet se différencie du premier, en ce qu'il soumet à la haute surveillance de l'État (au contrôle du service hydraulique agricole, dépendant du Ministère de l'Agriculture), l'exécution des travaux de curage des cours d'eau de la première catégorie, de même que l'établissement de nouveaux cours d'eau.

Un grand nombre d'associations agricoles attachent la plus grande importance à cette innovation.

Cette intervention du service hydraulique agricole trouve sa justification dans le fait de la compétence toute spéciale de ce service et de sa complète indépendance, ce qui n'est pas toujours le cas pour les agents des administrations communales et provinciales.

Son intervention peut se justifier encore dans les cas nombreux où un même cours d'eau passe successivement sur le territoire de plusieurs provinces, qui peuvent comprendre différemment les devoirs et obligations que leur impose la loi sur la police des cours d'eau.

Messieurs, nous livrons notre nouveau projet à votre bienveillant examen, convaincu qu'il sortira encore amélioré et complété de vos délibérations pour le plus grand bien de l'hygiène, de la salubrité publique et de la prospérité nationale.

OSCAR VANDEN EYNDE.

---

(4)

( N° 64 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1923.

**Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 7 Mei 1877 op de politie  
der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen.**

---

## TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

De ondergetekenden hebben de eer andermaal op het bureel van de Kamer het wetsvoorstel neer te leggen dat zij hebben ingediend op 10 Februari 1921, en waarbij zij eene wijziging voorstellen van de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen (n° 140).

Dit wetsvoorstel werd in 1921 gunstig onthaald in al de afdeelingen, de Middenafdeeling had het onderzocht, een verslaggever was aangeduid, maar de ontbinding der Kamers deed het voorstel vervallen.

Het vroeg in hoofdzaak drie groote wijzigingen aan de wet van 7 Mei 1877. Het rangschikte de niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen in twee categorieën, het liet uitsluitend aan de gemeentebesturen de uitvoering over van de ruiming en verdeelde de ruimingskosten tusschen de oevereigenaars, den Staat, de provincie en de gemeente.

De landbouwers stemden met dit voorstel in, het werd besproken en onderzocht door een groot getal maatschappijen en vereenigingen van landbouwers en eigenaars. Velen deden ons hunne opmerkingen geworden. Dit deed ons het voorstel van 1921 eenigszins wijzigen en aanvullen.

Zooals in ons eerste voorstel, behouden wij de indeeling der waterlopen in twee categorieën (art. 2). In de eerste categorie hebben wij, behalve de waterlopen met eene wettelijke breedte van 3 meter, ook deze opgenomen waarvan het stroomgebied ten minste 2,000 hectaren oppervlakte bedraagt.

Practischerwijze dus zal, in de meeste gevallen, de wet toepasselijk zijn dadelijk na hare bekendmaking, zonder moeilijkheden op te leveren, zonder nieuwe uitgaven te vergen van de gemeentebesturen. De atlas, opgemaakt volgens de wet van 7 Mei 1877, en die zich in elk gemeentehuis bevindt, geeft de juiste breedte

van de waterlopen; bij uitzondering, wanneer een waterloop, die het water afvoert van een strooigebied van minstens 2,000 hectaren, geen 3 meter breedte heeft, en gemeentebesturen of bijzonderen hem in de eerste categorie willen doen opnemen, moeten zij een nieuwe beschrijvenden staat opnemen. De stafkaarten, uitgegeven door het Kaarteninstituut, kunnen hierbij goed van pas komen.

De gemeentebesturen blijven, zooals in ons eerste ontwerp, belast met de uitvoering van de ruimingswerken der waterlopen van de eerste categorie (art. 3); doch, op verzoek van de groote meerderheid der landbouwvereenigingen, machtigen wij de oevereigenaars — zooals het 't geval is onder de bestaande regeling der wet van 7 Mei 1877 — zelf de waterlopen der tweede reeks te ruimen, onder het toezicht der gemeentebesturen, op de tijdstippen en gedurende een termijn door deze vast te stellen. Na den gestelden termijn kunnen de gemeentebesturen onmiddellijk van ambtswege de waterlopen doen ruimen in de plaats en op de kosten der in gebreke zijnde oevereigenaars (art. 4 en 5).

Krachtens de wet van 7 Mei 1877, moeten de gemeentebesturen daartoe vooraf gemachtigd zijn door de bestendige deputatie. Machtiging die hun meestal slechts wordt eind September of begin October, wanneer deze ruimingswerken onmogelijk of nutteloos zijn geworden. Onmogelijk wegens het gure jaargetijde, of wegens den overvloed van water in de waterlopen; nutteloos, omdat het onweer des Zomers veelal de bedding der waterlopen heeft genivelleerd.

Doch wegens deze machtiging aan de oevereigenaars verleend om de waterlopen der tweede categorie zelf te ruimen, werden wij ertoe gebracht insgelijks de verdeeling der ruimingskosten van deze waterlopen te wijzigen.

De ruimingskosten der waterlopen van de eerste categorie blijven dus, zooals onder het beheer der bestaande wet, ten laste der oevereigenaars; doch, zooals in ons eerste ontwerp, worden deze kosten voor de waterlopen der eerste categorie, verdeeld over den Staat, de provincie, de gemeente en de oevereigenaars.

Het voorstel dat wij de eer hebben u ter goedkeuring voor te leggen, verschilt met ons voorgaande voorstel, in dezen zin dat het uitgebreider is. Het onderhavige voorstel is volledig, terwijl ons eerste slechts in sommige artikelen der wet van 7 Mei 1877 wijziging bracht.

Door ons ontwerp worden de bepalingen van de wet uitgebreid tot elke bestaande of aan te leggen afwateringsloop, die onder de open lucht ligt en niet bevaarbaar is (art. 1), en voorziet het geval van het aanleggen van nieuwe waterlopen (art. 6).

Deze maatregel wordt geëischt door een groot aantal eigenaars en landbouwers.

Ten slotte verschilt ons wetsontwerp van het eerste ook nog hierin, dat het de uitvoering van de ruimingswerken van de waterlopen der eerste categorie en het aanleggen van nieuwe waterlopen onderwerpt aan het hooge toezicht van den Staat, aan de controle van den waterkundigen dienst die afhangt van het Ministerie van Landbouw.

Aan deze nieuwe regeling hechten talrijke landbouwvereenigingen zeer groot belang.

De tusschenkomst van den waterkundigen landbouwdienst is te verklaren door

de zeer bijzondere bevoegdheid van dezen dienst en door zijne geheele onafhankelijkheid, wat niet altijd het geval is voor de belieden van de gemeente- en provinciebesturen.

Deze tussenkomst wordt in vele gevallen nog gewettigd daar waar een zelfde waterloop achtereenvolgens over het grondgebied van meer dan eene provincie gaat, die op verschillende wijze de verplichtingen kunnen begrijpen die haar door de wet op de politie der waterlopen worden opgelegd.

Mijne Heeren, wij onderwerpen ons nieuw voorstel aan uw welwillend onderzoek, overtuigd dat uwe besprekingen het nog zullen verbeteren en aanvullen tot meerder heil van de volksgezondheid en van de welvaart des lands.

OSCAR VANDEN EYNDE.

---

## ANNEXE AU N° 64.

Proposition de loi modifiant la loi du  
7 mai 1877 sur la police des  
cours d'eau non navigables ni flot-  
tables.

### ARTICLE PREMIER.

Toute voie d'écoulement à ciel ouvert et non navigable, existante ou à créer, qui a un bassin hydrographique de 200 hectares au moins et qui n'est pas placée sous le régime de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, est soumise aux dispositions de la présente loi.

### ART. 2.

Les voies d'écoulement sont classées par les soins de la députation permanente en deux catégories; la première comprend les voies d'écoulement, cours d'eau ou sections de cours d'eau présentant un intérêt général ou intercommunal, et notamment ceux dont la largeur légale, portée à l'atlas des cours d'eau non navigables ni flottables dressé en exécution de la loi du 7 mai 1877, est égale ou supérieure à 3 mètres; ceux dont le bassin hydrographique a une superficie de 2,000 hectares au moins; ceux sur lesquels sont établis des barrages de retenue ou dans lesquels se déversent les eaux résiduaires d'établissements industriels importants ou le produit d'égout d'agglomérations populées.

### ART. 3.

Les travaux de curage annuel, d'entre-

## BIJLAGE VAN N° 64.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van  
7 Mei 1877 op de politie der niet  
bevaarbare en niet vlotbare water-  
loopen.

### EERSTE ARTIKEL.

Elke bestaande of aan te leggen open en niet bevaarbare afwateringsloop, waarvan het stroomgebied ten minste 200 hectaren omvat en waarop de regeling der wet op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen niet van toepassing is, valt onder de toepassing van de bepalingen dezer wet.

### ART. 2.

De afwateringsloopen worden door de bestendige deputatie ingedeeld in twee categorieën. Tot de eerste categorie behooren de afwateringsloopen, waterloopen of afdeelingen van waterloopen, die van algemeen belang of van belang voor verscheidene gemeenten zijn; met name die, waarvan de wettige breedte, vermeld in den atlas der niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen opgemaakt ter uitvoering van de wet d.d. 7 Mei 1877, drie meter bereikt of overschrijdt; die, waarvan het stroomgebied ten minste 2,000 hectaren omvat; die, waarop stuwdammen gevestigd zijn of waarin de afvalwateren van aanzienlijke nijverheidsinrichtingen of de inhoud van de rivieren uit volkrijke plaatsen aflopen.

### ART. 3.

De werken van jaarlijksche ruiming,

tien et de réparation à faire aux cours d'eau de la première classe et à leurs dépendances sont exécutés à l'époque fixée par la députation permanente par les soins des administrations communales, sous la conduite des commissaires voyers ou autres agents spéciaux nommés par l'autorité provinciale et agissant sous la haute surveillance des agents désignés par le Ministère de l'Agriculture. Les frais occasionnés par les travaux sont supportés pour un tiers par la commune, pour un tiers par la province et l'État et répartis pour un tiers entre les propriétaires riverains et les usiniers ou autres usagers, ou entre les propriétaires intéressés situés dans le bassin hydrographique et les usiniers ou autres usagers, suivant que le cours d'eau doit son classement dans la première catégorie à sa largeur légale ou à la superficie de son bassin hydrographique.

van onderhoud en van herstelling, te verrichten aan de waterlopen der eerste klasse en aan wat daartoe behoort, worden, op den tijd bepaald door de bestendige deputatie, uitgevoerd door de gemeentebesturen onder de leiding van de commissarissen der wegen of van andere bijzondere ambtenaren benoemd door de provinciale overheid en handelende onder het hooge toezicht van de ambtenaren, welke de Minister van Landbouw aanwijst. De kosten, door de werken veroorzaakt, worden gedragen voor een derde deel door de gemeente, voor een derde deel door de provincie en den Staat, en verdeeld voor een derde deel onder de oevereigenaars en de fabrikanten of andere gebruikers, ofwel onder de betrokken eigenaars in het stroomgebied en de fabrikanten of andere gebruikers, naar gelang de waterloop in de eerste categorie is ingedeeld wegens zijne wettige breedte of wegens de oppervlakte van zijn stroomgebied.

#### ART. 4.

Les travaux d'entretien annuel des voies d'écoulement de la deuxième catégoriesont exécutés à l'époque et durant le délai fixé par l'administration communale, par les soins des propriétaires riverains, usiniers ou autres usagers.

Au cas où ceux-ci refuseraient de se conformer aux ordres donnés, ou n'exécuteraient pas les travaux de curage durant le délai fixé par l'administration communale, celle-ci ou à son défaut la députation permanente du conseil provincial pourra faire exécuter les travaux d'office.

Dans ce cas les frais seront répartis

#### ART. 4.

De werken van jaarlijksch onderhoud der afwateringslopen van de tweede categorie worden, op den tijd en binnen de tijdruimte bepaald door het gemeentebestuur, uitgevoerd door de oevereigenaars, fabrikanten of andere gebruikers.

Mochten deze weigeren de gegeven voorschriften na te leven of mochten zij de ruimingswerken niet uitvoeren binnen de tijdruimte bepaald door het gemeentebestuur, dan kan dit bestuur of, zoo het werkeloos blijft, de bestendige deputatie van den provincialen raad de werken van ambtswege doen uitvoeren.

In dit geval worden de kosten ver-

entre les propriétaires riverains, usagers ou autres usagers en défaut.

deeld onder de in gebreke gebleven oevereigenaars, fabrikanten of andere gebruikers.

#### ART. 5.

Les cotisations des particuliers établies en exécution des articles 3 et 4 qui précèdent sur des rôles dressés par l'administration communale, doivent être payées entre les mains du receveur communal dans le mois qui suit la notification de la décision de l'administration communale, et, en cas de réclamation ou de recours, dans le mois qui suit la notification de la décision définitive.

A défaut de paiement dans le délai fixé, le collège échevinal transmet le rôle à la députation permanente qui le rend exécutoire; le receveur communal le met en recouvrement conformément aux règles suivies pour la perception des contributions directes.

La commune pourra réclamer un intérêt de retard calculé à raison de 6 %/an.

#### ART. 5.

De bijdragen van de particulieren, ter uitvoering van de voorgaande artikelen 3 en 4 vastgesteld naar rollen opgemaakt door het gemeentebestuur, moeten in handen van den gemeenteontvanger betaald worden binnen één maand na de aanzegging der beslissing van het gemeentebestuur en, bij indiening van bezwaren of instelling van beroep, binnen één maand na de aanzegging der eindbeslissing.

Bij gebreke van betaling binnen den bepaalden tijd, zendt het schepencollege de rol aan de bestendige deputatie, die ze invorderbaar verklaart; die rol wordt door den gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de van kracht zijnde regelen betreffende de invordering van de rechtstreeksche belastingen.

De gemeente kan, wegens vertraagde betaling, een interest tegen 6 t. h. 's jaars opeischen.

#### ART. 6.

Les communes et les particuliers qui veulent exécuter des travaux d'amélioration aux cours d'eau ou ouvrir de nouveaux cours d'eau peuvent y être autorisés par la députation permanente; le cas échéant, la députation permanente déclare les travaux d'intérêt public, en fixe le tracé et les profils, le Ministre de l'Agriculture préalablement entendu, tandis que l'administration communale procède en cas de besoin à l'acquisition des emprises nécessaires.

Ces communes ou particuliers en

#### ART. 6.

De gemeenten of de particulieren, die wenschen verbeteringswerken aan de waterlopen uit te voeren of nieuwe waterlopen aan te leggen, kunnen daartoe door de bestendige deputatie gemachtigd worden; bij voorkomend geval verklaart de bestendige deputatie de werken van algemeen nut en bepaalt er de richting, alsmede de doorsnede van, na den Minister van Landbouw vooraf te hebben gehoord; zijnerzijds koopt het gemeentebestuur, zoo het noodig is, de noodige gronden aan.

Gezagde gemeenten of particulieren

supportent toute la dépense; toutefois, la députation permanente peut toujours répartir cette dépense par moitié entre les différentes communes et par moitié entre les particuliers intéressés, proportionnellement au degré de leur intérêt.

Les travaux d'amélioration ou d'ouverture de nouveaux cours d'eau peuvent être ordonnés aussi d'office par le Roi ou par la députation permanente, le Ministre de l'Agriculture et les administrations communales préalablement entendus. L'État ou la province supporte dans ce cas la moitié de la dépense; l'autre moitié est répartie par parts égales entre la ou les communes et les particuliers intéressés proportionnellement au degré de leur intérêt.

#### ART. 7.

Aucun ouvrage de nature à influer sur le régime des cours d'eau ne peut être établi ou modifié sans l'autorisation de l'administration communale qui fixe telles conditions qu'elle juge nécessaires.

Aux passages servant à l'exploitation des terres, des aqueducs seront établis par les soins des propriétaires qui en font usage, ou à leurs frais par les soins de l'administration communale.

#### ART. 8.

Seront punis des peines de simple police, sans préjudice des peines plus graves comminées par la loi pénale :

1° Ceux qui contreviendront à l'article précédent;

2° Ceux qui dégraderont les berges ou obstrueront le lit;

3° Ceux qui y laisseront couler des

moeten alle kosten daarvan betalen; evenwel kan, in elk geval, de bestendige deputatie die kosten verdeelen voor de eene helft onder de verscheidene gemeenten en voor de andere helft onder de betrokken particulieren, naar verhouding van het belang dat zij er bij hebben.

De werken van verbetering of van aanleg van nieuwe waterlopen kunnen ook van ambtswege opgelegd worden door den Koning of door de bestendige deputatie, nadat de Minister van Landbouwen de gemeentebesturen vooraf zijn gehoord. De helft der uitgave komt in dit geval ten laste van den Staat of van de provincie; de andere helft wordt onder de gemeente of de gemeenten en de particulieren gelijkelijk verdeeld naar verhouding van het belang dat zij er bij hebben.

#### ART. 7.

Geen werk, dat de gesteldheid van den waterloop kan beïnvloeden, mag worden opgericht of gewijzigd zonder machting van het gemeentebestuur, dat daartoe de voorwaarden stelt, welke het noodig acht.

Bij de overgangen, die tot het bebouwen der landerijen dienen, worden duikers aangelegd door de eigenaars die daarvan gebruik maken of, op hunne kosten, door het gemeentebestuur.

#### ART. 8.

Met de politiestraffen worden, onverminderd de zwaardere straffen voorzien bij de strafwet, gestraft :

1° Zij, die het voorgaande artikel overtreden;

2° Zij, die de oevers beschadigen of de waterlopen verstoppen;

3° Zij, die daarin vloeistoffen laten

liquides pouvant altérer les eaux, sauf les exceptions à déterminer par les règlements provinciaux ou par la députation permanente;

4° Ceux qui, sans autorisation, déplaceront le lit des cours d'eau ou en ouvriront de nouveaux.

Les fonctionnaires délégués par le Ministre de l'Agriculture, ainsi que les agents voyers provinciaux, peuvent au même titre que les agents de la police judiciaire, constater ces contraventions.

Le juge de paix prononce la pénalité et la réparation de la contravention s'il y a lieu.

#### ART. 9.

Un recours peut être exercé au Roi contre les décisions rendues par la députation permanente en vertu des articles 2, 3, 5 et 6, et à la députation permanente contre celles rendues en vertu des articles 4, 5 et 7 par le collège des bourgmestre et échevins.

Le recours doit être exercé dans les quinze jours à dater de la notification qui sera faite aux intéressés des dites décisions.

Les travaux prévus à l'article 6 ne seront mis à exécution qu'après le délai fixé pour le recours, ou après que le Roi ou la Députation permanente aura statué s'il y a recours.

#### ART. 10.

Dans un délai d'un an, à dater de la publication de la présente loi, les conseils provinciaux modifieront leurs règlements conformément aux présentes dispositions. Ces règlements modifiés

loopen, welke de wateren kunnen bederven, behoudens de uitzonderingen te bepalen door de provinciale reglementen of door de bestendige deputatie;

4° Zij, die zonder machtiging de bedding der waterlopen verplaatsen of er nieuwe aanleggen.

De ambtenaren afgevaardigd door den Minister van Landbouw, alsmede de provinciale ambtenaren der wegen zijn even bevoegd als de ambtenaren van de gerechtelijke politie om de overtredingen vast te stellen.

De vrederechter legt de straf en, zoo noodig, het herstellen van de overtreding op.

#### ART. 9.

Beroep kan ingesteld worden bij den Koning tegen de beslissingen, door de bestendige deputatie genomen krachtens de artikelen 2, 3, 5 en 6, en bij de bestendige deputatie tegen die, door het college van burgemeester en schepenen genomen krachtens de artikelen 4, 5 en 7.

Het beroep moet ingesteld worden binnen vijftien dagen vanaf de aanzegging van gezede beslissingen aan de belanghebbenden.

De bij artikel 6 voorziene werken worden alleen dan uitgevoerd nadat de termijn, voor het beroep bepaald, is verstreken of nadat de Koning of de bestendige deputatie in geval van beroep uitspraak heeft gedaan.

#### ART. 10.

Binnen den tijd van één jaar, vanaf de bekendmaking dezer wet, behoeven de provinciale raden hunne reglementen te wijzigen overeenkomstig de bepalingen dezer wet. Die gewijzigde regle-

ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvés par le Roi.

## ART. 41.

La présente loi ne déroge pas aux règlements des polders et wateringues, sauf que ces associations pourront, par voie de règlement général, rendre la présente loi applicable dans l'étendue de leur circonscription, l'administration de la wateringue étant substituée à l'administration communale.

menten worden alleen dan uitgevoerd wanneer zij door den Koning zijn goedgekeurd.

## ART. 41.

Door deze wet wordt niet afgeweken van de reglementen der polders en wateringen; deze instellingen kunnen echter, bij wijze van algemeen reglement, deze wet toepasselijk verklaren binnen hunne omschrijving; daartoe treedt het bestuur van de watering in de plaats van het gemeentebestuur op.

**OSCAR VANDEN EYNDE.**

**LIONEL PUSSEMIEER.**

**CIR. DE BRUYCKER.**

**J. MAENHAUT.**

**R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.**

**J. DE KEERSMAECKER.**

---